

« Polly wants a Doha Deal »
***Que pense la communauté des observateurs du commerce international
de la situation actuelle du Doha Round ?***

*Patrick Messerlin and Erik van der Marel**

Après dix années de négociations, le Doha Round est au bord de l'échec. En un tel moment, il importe d'avoir une vue globale de l'humeur et des opinions de la communauté des observateurs du commerce international (négociateurs, universitaires, officiels nationaux et internationaux, etc.) sur trois questions: A quel point la situation est-elle sérieuse ? Quelles sont les causes de l'impasse actuelle ? Quelles seraient les meilleures solutions ?

Deux forums récents – celui de CUTS lancé par l'article de Jagdish Bhagwati 'Polly Wants a Doha Deal' et celui de VoxEU 'Why World Leaders Must Resist the False Promise of a Doha Delay' – permettent de recueillir et d'analyser les réactions de 71 observateurs du commerce international au cours d'une brève période (mai 2011). Cette note quantifie ces réponses aux trois questions posées, en prenant en compte les variations des opinions lorsqu'un participant a exprimé son opinion plus d'une fois.

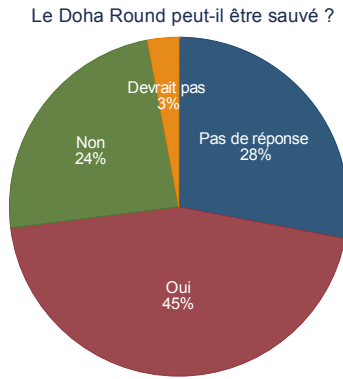
A quel point la situation est-elle sérieuse ? Le Doha Round peut-il être sauvé ?

Un très petit nombre de participants (3% seulement) affirment que le Doha Round ne devrait pas être conclu ou n'aurait pas dû être lancé. En d'autres termes, l'échantillon des participants à ces deux forums se compose essentiellement d'observateurs qui, il y a dix ans, soutenaient vraisemblablement le lancement du Doha Round.

Ce large consensus initial est profondément atteint. Seule une moitié des observateurs pense qu'une conclusion positive du Doha Round est encore possible. Et un bon quart ne voit pas comment le Doha Round pourrait être conclu à brève échéance ou comment les négociations pourraient être encore sauvées.

L'autre quart des participants ne répond pas à cette première question. Cela peut être interprété de nombreuses façons – du sentiment de ne pas avoir toute l'information nécessaire au désir de ne pas ajouter au stress des négociateurs. Cependant, tous les participants silencieux sur cette première question s'avèrent partisans de solutions (voir question 3) qui, d'une manière ou d'une autre, signifient un certain échec du Doha Round. En somme, ils apparaissent proches des partisans du "non" à la première question.

* Patrick Messerlin est professeur à Sciences Po et directeur du Groupe d'Économie Mondiale. Erik van der Marel est chercheur au Groupe d'Économie Mondiale. Les vues exprimées dans cette note sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de CUTS International.



Comme les débats sur l'internet sont souvent sensibles à l'humeur ambiante et sujets à des emballements excessifs, examiner la répartition de ces différents groupes dans le temps est important . Il s'avère que les opinions exprimées sont relativement stables dans le temps, ce qui suggère que, dans ce débat, la raison a dominé les émotions.

Quelles sont les causes de l'impasse actuelle ? Qui ou que blâmer ?

Près d'un quart des participants n'ont pas répondu à cette question. La plupart d'entre eux se dispersent à peu près également entre les réponses à donner à la troisième question. Le reste des participants se répartit en deux groupes principaux de taille inégale.



Le premier regroupe les participants qui blâment les politiques des pays, en accord avec l'analyse économique qui voit les conflits commerciaux internationaux comme le reflet de conflits domestiques non résolus. Si ce groupe est le plus vaste (il inclut la moitié des participants) il n'est pas homogène. Un nombre notable de ses participants invoque les glissements tectoniques en cours dans l'économie mondiale, entre pays industriels et en développement, sans viser une cible spécifique (ils soulignent simplement que Doha souffre de l'opposition entre pays à hauts revenus, faible croissance et faibles barrières aux échanges et pays à faibles revenus, forte croissance et barrières aux échanges plus élevées). Par contre, un autre groupe de participants, de même taille que le précédent, accuse spécifiquement les 'grands' pays – Union européenne, Etats-Unis, Chine et Inde. Et deux groupes de taille plus petite voient comme principal coupable, l'un les Etats-Unis, l'autre à la fois l'Union européenne et les Etats-Unis à cause de leur protectionnisme agricole.

En second lieu, il y a les participants qui estiment que l'ensemble de la communauté des observateurs du commerce international n'a pas été à la hauteur du défi au cours de la dernière décennie. Ils pensent que les gains aux échanges ont été présentés de façon bien trop étroite, que l'accent aurait dû être mis sur la réduction de l'incertitude, que ce soit la consolidation des droits de douane ou la définition des règles. Ils perçoivent les disciplines imposées aux politiques comme aussi essentielles, si ce n'est plus, pour le bien-être économique et la croissance que les effets marginaux découlant de droits de douane appliqués plus faibles. Certains membres de ce groupe pensent même qu'une communication plus claire et plus honnête aurait dû avoir lieu entre tous les acteurs intéressés au Doha Round et la communauté des observateurs du commerce international.

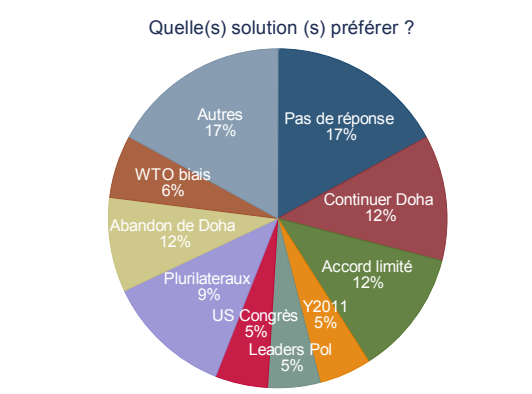
Enfin, un large éventail "d'autres" causes a été présenté, chacune étant soutenue par moins de 2% des participants:

- accent insuffisant sur les questions de développement dans les négociations;
- difficultés dues à la combinaison du nombre croissant de Membres de l'OMC et du nombre croissant de questions traitées au sein de l'OMC;
- la contrainte de « l'Engagement Unique »;
- la hausse des prix alimentaires;
- la menace d'une nouvelle crise financière globale;
- le caractère non-démocratique de l'OMC; et
- le rôle du Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy.

La répartition des opinions en fonction de la localisation et du statut professionnel des participants est intéressante. La moitié des participants qui blâment les grands pays se situe à Genève, mais elle inclut des professions très diverses (de négociateur à consultant). Par contre, la plupart des participants qui évoquent l'échec de la communauté des observateurs du commerce international sont des universitaires, des officiels des administrations nationales ou des institutions internationales, et ils sont largement disséminés à travers le monde.

Quelle(s) solution (s) préférer ?

Cette dernière question a le plus petit pourcentage de 'pas de réponse'. Mais, les réponses sont encore plus fragmentées que celles à la question précédente -et ce indépendamment du temps, de la profession ou de la localisation.



Tout d'abord, la moitié des participants qui estiment encore possible un succès du Doha Round (question 1) sont divisés entre une demi-douzaine de solutions bien différentes. Seul un petit groupe est en faveur de continuer les négociations du Doha Round, quitte à les suspendre pour un certain temps et à conclure dans un futur plus ou moins lointain. Un groupe de taille similaire penche pour accepter un Doha 'limité' (principalement sur la base de droits de douane consolidés, d'engagements plus étendus dans les services, de l'adoption de règles dans des domaines importants pour faire baisser les coûts aux échanges comme, par exemple, la facilitation des échanges) car ils estiment qu'une telle solution apporte déjà des gains en bien-être substantiels à l'économie mondiale. Enfin, des participants en nombre plus restreint insistent sur la date butoir de décembre 2011 pour la fin des négociations parce qu'ils estiment que, si aucun accord n'est acquis à cette date, il n'y en aura pas avant de nombreuses années.

Ces trois solutions (29% à elles trois) se concentrent toutes sur le processus de négociations à l'OMC. D'autres solutions ouvrent la porte à des processus non-OMC (même si cette dernière peut être réintroduite à un stade ultérieur):

- impliquer davantage les Leaders mondiaux dans le cadre du G20;
- exercer une plus forte pression sur le Congrès des Etats-Unis; et
- faire un usage plus large des 'plurilatéraux' comme moyen de progresser sans attendre sur un certain nombre de sujets.

A l'autre extrémité du spectre des opinions, un groupe – aussi large que celui soutenant la continuation de Doha – est en faveur d'un arrêt complet des négociations, principalement parce que continuer ces dernières leur apparaît décrédibiliser l'OMC. Enfin, le dernier groupe de participants ayant une taille notable soutient que toutes les négociations à l'OMC devraient être moins 'biaisées' à l'encontre des économies à bas revenus.

Reste un large éventail d'autres solutions, chacune d'entre elles ne recueillant que peu de soutien :

- créer un groupe de "Sages";
- accorder plus d'attention aux petites et moyennes entreprises;
- introduire le problème de la sécurité alimentaire dans les négociations;
- desserrer la contrainte de l'Engagement Unique; et
- s'appuyer sur les libéralisations autonomes (régionales ou bilatérales) en cours en promouvant les plurilatéraux.

Remarque finale

Les deux forums révèlent un problème plus profond que celui du blocage des négociations. Ils révèlent une communauté des observateurs du commerce international qui est beaucoup plus divisée qu'il y a dix ans, sous l'influence des conflits d'intérêts en jeu dans le commerce mondial, mais sans un groupe suffisamment dominant pour espérer pouvoir influencer les négociations. C'est là, peut-être, un coût collatéral de longue durée du Doha Round, que ce dernier se termine par un succès ou par un échec.

Références

CUTS Trade Forum, 'Poly wants a Doha Deal', 2011 (<http://www.cuts-citee.org/> or <http://www.cuts-grc.org/>)

van der Marel, Erik, '[Polly wants a Doha Deal: What Does the Trade Community Think ?](#)', GEM Policy Brief, June, 2011

VoxEU, 'Why World Leaders Must Resist the False Promise of a Doha Delay', VoxEU e-book, Baldwin, R. and S. Evenett (eds.), April, 2011 (<http://www.voxeu.eu>)